Le Canada et l'OAS

Le président se réjouirait de voir le Canada adhérer à l'Organisation des États américains. La question, comme bien on pense, a été discutée, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en a parlé récemment à la Chambre. C'est là un sujet qui, au cours des ans, a retenu l'attention des gouvernements du Canada, et que nous continuons à examiner. Bien entendu, nous n'avons pris aucun engagement et n'en prendrions pas sans que le Parlement en ait été prévenu d'avance.

J'ai été profondément impressionné par l'importance que le président a accordée aux problèmes qui se posent à nos deux pays au chapitre des affaires hémisphériques. Je lui ai donné l'assurance que ses vues feraient l'objet d'une étude sérieuse. J'ai rappelé ce qu'il avait dit au sujet de notre adhésion à l'Organisation des États américains et des autres questions qui se rattachent à cette adhésion, et j'espère que le Parlement aura bientôt l'occasion, s'il le désire, de débattre la question.

t

(

d

j

a; éi

e

le

v

d

ľ

m

b

ľ

ľ

a١

u

d ri

à ľ

p d

Quant à Cuba, j'ai bien précisé au président que le Canada n'a nullement l'intention de jouer le rôle de médiateur entre les États-Unis et ce pays. Comme je l'ai déjà dit, il n'y avait rien de vrai dans la nouvelle publiée par les journaux où l'on disait qu'une telle offre avait été faite.

Asie du Sud-Est

Nous avons examiné les affaires de l'Asie du Sud-Est, et en particulier la situation au Laos et dans le Vietnam-Sud. Nous sommes d'accord pour souhaiter l'établissement d'un Laos véritablement indépendant et neutre, et sur la nécessité d'obtenir l'appui général pour la création d'un mécanisme efficace de contrôle, car ce n'est qu'à cette condition que la crise laotienne pourra être dénouée et que la paix et la stabilité pourront régner dans l'Asie du Sud-Est. Nous nous sommes entretenus de l'expérience acquise par les Commissions internationales de contrôle et de surveillance dont le Canada a fait partie, et nous avons reconnu l'importance vitale de ces Commissions.

Il était naturel que nous abordions la question de la représentation de la Chine aux Nations Unies à la prochaine session de l'Assemblée générale. Nous avons donc convenu de nous consulter dans les prochains mois à ce sujet, car la question ne se posera pas avant septembre.

Nous avons considéré les politiques et programmes de nos pays par rapport aux pays sous-développés. Nous avons reconnu que l'existence du Groupe d'assistance au développement nous fournit un nouveau forum où reviser et coordonner nos programmes en ce domaine. J'ai signalé au président, avec une certaine fierté, le remarquable effort que le Canada a fait pour aider les autres pays depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et j'ai attiré son attention sur l'accroissement très appréciable de l'aide que nous accordons sous le régime du Plan de Colombo et à d'autres titres, depuis 1958.